

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 27 JUIN 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
16	0	0
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/401		
CONVENTION DE COOPERATION AVEC LA VILLE DE TOULON POUR LES TRAVAUX DE DESENSABLEMENT ET DE DESENVASEMENT DE LA 4ème ANSE DU MOURILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Ange MUSSO, M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Robert CAVANNA, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Pierre COLIN, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/401

BUREAU DU 27 JUIN 2022

**O B J E T : CONVENTION DE COOPERATION AVEC LA VILLE DE
TOULON POUR LES TRAVAUX DE DESENSABLEMENT
ET DE DESENVASEMENT DE LA 4ème ANSE DU
MOURILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5215-27,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU les délibérations n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences, la Ville de Toulon anime la base nautique municipale située sur la quatrième anse du Mourillon (appelée aussi « Anse Tabarly »),

CONSIDERANT que l'accumulation de matériaux au sein du plan d'eau attenante à la base nautique ne permet plus la réalisation des activités nautiques dans des conditions satisfaisantes,

CONSIDERANT que la Ville de Toulon souhaite réaliser les travaux nécessaires mais ne dispose toutefois pas de l'ingénierie nécessaire,

CONSIDERANT que la Ville de Toulon entend confier à la Métropole, dans le cadre d'une convention de prestation de service prévue à l'article L 5215-27 du CGCT, des missions de conseil et d'expertise à l'établissement de diagnostic(s) et à l'analyse des marchés de prestation(s) et de travaux nécessaires,

CONSIDERANT que l'exercice par la Métropole des missions confiées par la Ville ne donne lieu à aucune rémunération mais que les dépenses directes exposées font l'objet d'un remboursement à l'euro près par la Ville de Toulon,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole à signer la convention annexée.

ARTICLE 3

DE DIRE que les dépenses directes et indirectes exposées et payées par la Métropole pour assurer les missions feront l'objet d'un remboursement par la ville de Toulon. Les recettes et dépenses correspondantes seront imputées au budget principal 2022 et suivant, opération 16200, article 45815 pour les dépenses et 45825 pour les recettes.

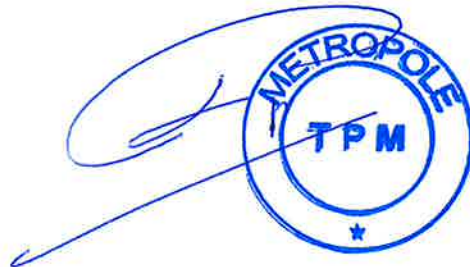
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 27 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	16
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**CONVENTION DE COOPERATION
TRAVAUX DE DESENSABLEMENT DE LA 4EME ANSE
DES PLAGES DU MOURILLON**

Entre :

La **Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE** représentée par son Président en exercice, Monsieur Hubert FALCO, dûment habilité par une décision du bureau métropolitain n°.... en date du2022,

Ci-après désignée « *La Métropole TPM* »,

D'une part,

Et :

La **Commune de TOULON** représentée par son 1^{er} adjoint en exercice, Monsieur Yannick CHENEVARD, dûment habilité par une délibération du conseil municipal n°... en date du.... 2022,

Ci-après désignée « *La Ville de Toulon* »,

D'autre part,

Ensemble désignées « *les Parties* »,

Préalablement, il est exposé ce qui suit :

Dans le cadre de ses compétences, la Ville de Toulon anime la base nautique municipale située sur la quatrième anse du Mourillon (appelée aussi « Anse Tabarly »).

L'accumulation de matériaux au sein du plan d'eau attenant à la base nautique n'assure plus les conditions de navigabilité requises et ne permet plus la réalisation des activités nautiques dans des conditions satisfaisantes.

La Ville de Toulon souhaite ainsi réaliser rapidement des travaux de désenvasement d'une partie du plan d'eau.

La Ville de Toulon ne dispose toutefois pas de l'ingénierie nécessaire pour ce type de projets et souhaite bénéficier de l'assistance des services de la Métropole qui, par la compétence de ses équipes spécialisées dans les travaux maritimes est en capacité d'assurer l'accompagnement

technique pour réaliser les études préliminaires de diagnostic(s) des sédiments préalable(s) à la conception.

La ville s'entourera ensuite de tous les prestataires et services nécessaires à la poursuite des travaux au regard de ce(s) diagnostic(s). La Métropole assistera la commune dans l'analyse des offres des prestataires et services. La Métropole transmettra des modèles de marchés de travaux régulièrement utilisés pour draguer et évacuer des sédiments.

Dans ce contexte, la Ville de Toulon souhaite confier à la Métropole, dans le cadre d'une convention de prestation de service prévue à l'article L 5215-27 du CGCT, des missions de conseil et d'expertise à l'établissement de diagnostic(s) et à l'analyse des marchés de prestation(s) et de travaux nécessaires au désenvasement de l'Anse Tabarly à la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ceci étant exposé, les Parties ont donc convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions et les modalités selon lesquelles la Ville de Toulon confie à la Métropole TPM, conformément aux dispositions de l'article L5215-27 du code général des collectivités territoriales, les missions :

- D'études préliminaires de diagnostic(s) des sédiments préalable(s) à la conception et le suivi des travaux ;
- D'assistance à l'analyse des marchés de prestation(s) et de travaux nécessaires au désenvasement du plan d'eau de la 4ème Anse du Mourillon ;
- D'assistance sur l'instruction du dossier auprès de la DDTM et la DREAL.

ARTICLE 2 – CADRE JURIDIQUE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue sur le fondement des dispositions conjointes du I de l'article L. 5217-7 et de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L 5215-27 du code général des collectivités territoriales prévoit la possibilité de confier à l'une des Communes membres la gestion d'un équipement qui relève de sa compétence :

« La communauté urbaine (la Métropole) peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs Communes membres, à leurs groupements ou à toute collectivité territoriale ou établissement public. Dans les mêmes conditions, ces collectivités peuvent confier à la communauté urbaine (la Métropole) la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de leurs attributions ».

En outre, dans la mesure où elle organise une relation interne au secteur public, et dans la mesure où cette convention ne s'exerce pas sur un marché concurrentiel, elle est exempte de toute procédure de publicité et de mise en concurrence.

ARTICLE 3 : DUREE

La convention prendra effet à compter de sa notification par la Ville de Toulon à la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La convention est conclue pour la durée de l'opération prévue pour ne pas excéder 24 mois, sauf si des travaux complexes devaient nécessiter le recours à une MOE.

Elle prendra fin à la réception des travaux lors d'une visite de chantier menée par la Ville de Toulon

ARTICLE 4 : MISSIONS CONFIEES A LA METROPOLE

Dans le cadre du projet de désensablement de la 4^{ème} Anse du Mourillon, la Métropole assurera les missions suivantes pour le compte de la Ville de Toulon :

1. Etudes préliminaires de diagnostic(s) des sédiments préalable(s) à la conception et le suivi des travaux. Ces études comprennent également la réalisation d'une bathymétrie ;
2. Assistance à l'analyse des marchés de prestation(s) et de travaux nécessaires au désenvasement du plan d'eau ;
3. Assistance sur l'instruction du dossier auprès de la DDTM et la DREAL.

En fin de phase 1, la Métropole assistera la commune pour définir les conditions de poursuite du projet (dans le cas de diagnostic préalable attestant d'une complexité) ou de réalisation directe des travaux (absence de complexité). Dans le cas d'une conception complexe la Commune recourra à un maître d'œuvre et un assistant à maîtrise d'ouvrage.

La phase 2 mentionnée ci-avant comprend la transmission de modèle marchés de travaux régulièrement utilisés pour draguer des espaces portuaires. Elle comprend également une mission de conseil pour l'analyse des marchés qui seront passés par la commune.

Cette mission d'expertise et de conseil ne pourra pas être assimilée (ou remplacer) à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) ou de maîtrise d'œuvre au titre de la loi Mop.

Le temps de travail ne pourra pas dépasser 0,1 ETP sur la durée de la mission.

ARTICLE 5 : MODALITES D'EXECUTION

Les missions sont assurées sous le contrôle de la Ville de Toulon représentée par La Direction Générale des Services Techniques.

La DGST de la Ville de Toulon désigne son représentant pilote de l'opération en la personne de Monsieur Benjamin Boudot qui sera le contact permanent de la Métropole pour ce projet, avec l'appui d'Emmanuel KOPP, référent Direction Ville Durable.

Une réunion de cadrage initiale réunissant les deux parties fixera le phasage des missions et les objectifs attendus. Toute action supplémentaire non prévue au départ donnera lieu, avant d'être engagée par la Métropole, à une validation expresse de la Ville de Toulon.

La Métropole TPM sera représentée par la Direction Générale Adjointe des services en charge de l'Aménagement, des ports, de la mobilité et des énergies qui désigne Mme Cuesta pilote de l'assistance à l'opération.

Les missions exercées par la Métropole s'appuieront notamment sur :

- Les prestations exercées en régie par du personnel affecté par celle-ci à l'exercice de ces missions ;
- Les moyens matériels nécessaires à leur exercice ;
- Les marchés publics passés par la Métropole notamment ceux qui concernent les études préalables.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

L'exercice par la Métropole des missions visées à la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

Les dépenses directes et indirectes exposées et décaissées par la Métropole pour assurer les missions qui lui sont confiées font l'objet d'un remboursement à l'euro près par la Ville de Toulon.

A l'issue de chaque phase la Métropole adressera à la Ville un état des frais exposés certifiés par le Comptable public afin que la Ville puisse procéder au mandatement de la somme due.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITES

La Métropole agissant pour le compte de la ville de Toulon, sous son contrôle, n'est pas susceptible d'engager sa responsabilité vis-à-vis des tiers pour les missions réalisées au titre de la présente convention.

Elle engage néanmoins sa responsabilité contractuelle en cas de faute caractérisée dans l'application de la présente convention, tout comme la ville de Toulon.

ARTICLE 8 : RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée d'un commun accord entre les deux parties ou en cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties.

Dans les deux cas, un préavis d'un (1) mois après réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception, devra être respecté.

En cas de résiliation, il est procédé dans les meilleurs délais à un constat contradictoire des missions effectuées par la Métropole.

Il indique enfin le délai dans lequel la Métropole doit remettre à la Ville de Toulon l'ensemble des pièces et données relatives aux missions confiées.

ARTICLE 9 : LITIGES

Les parties s'engagent, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différent au tribunal administratif compétent.

Tout litige tenant à l'exécution de la présente convention relève de la compétence du Tribunal administratif de Toulon.

ARTICLE 10 : ANNEXE (S)

La présente convention comporte une annexe :

- Plan et périmètre du projet

A Toulon, le Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée , Le Président, Monsieur Hubert FALCO	A Toulon, le Pour la Ville de TOULON , Le 1 ^{er} Adjoint au Maire Yannick CHENEVARD
--	---

